



PROJET

11 avril 2016

Séminaire sur « les chemins de la transition », 19 mars 2016

Compte rendu de l'atelier N°2

« Quelle transition économique, sociale et culturelle ? »

Participants : Nicole Picquart, Etienne Lecomte, Zoé Jacquinot, Francis Le Hérisse, Boutanyia El Manai, Maurice Faÿ, Jean-François Piro, Jean-Marc Deschamps, Michel Cibot, Myriam Massiani, Françoise Greish, Michel Levante, Jacqueline Fihey et Céline Brailon.

Introduction de l'atelier (par Nicole Picquart)

Cet atelier propose trois grands axes dans les réflexions. Tout d'abord définir les termes nécessaires à tous. Ensuite déterminer ce qu'est la transition, ce qu'elle implique. Puis, repenser le processus économique, politique et sociologique pour permettre cette transition.

Il est très important d'avoir **une vision partagée des choses**, de savoir de quoi on parle. Pour cela il faut qu'on puisse arriver à des définitions communes des termes qu'on utilise.

L'écologie au sens littéral, c'est la science des êtres vivants dans leur milieu et leur interaction entre eux. Ainsi, l'écologie permet l'étude des conditions d'existence et des conséquences de l'action de l'homme sur les milieux. Aujourd'hui on voit se développer de nouvelles approches : comme par exemple l'écologie urbaine, qui s'attache à l'étude de l'écosystème des villes, et qui est liée au concept de développement durable et prend en compte les aspects sociaux.

Ensuite il faut s'attacher au **concept de transition**. La transition c'est un passage d'un état à un autre. Cela ne veut pas dire grand chose en soit si l'on ne définit pas ce que l'on veut changer. On veut changer de système, c'est-à-dire sortir du capitalisme et du libéralisme. Ce système s'est construit sur la propriété privée et la défense d'intérêts particuliers face à l'intérêt général, son développement économique a pour base la loi du profit et de la concurrence dans lequel dominant le marché et la finance. Il crée d'énormes inégalités, des injustices, de l'oppression. Les Etats dits démocratiques le sont de moins en moins et sont incapables de réduire les injustices et respecter les droits fondamentaux, prendre en compte l'écologie et de trouver des solutions quant au réchauffement climatique ou à l'épuisement des ressources naturelles.

Mais **comment mettre en œuvre la transition et comment se donne-t-on les moyens du changement ?** Il faut revenir à l'intérêt général, aux droits humains, aux formes de démocratie qui impliquent l'intervention citoyenne. Il faut trouver comment briser les logiques du système alors même que nous sommes enfermés dedans. L'objectif est donc de trouver une base commune de principes/valeurs à défendre afin de déterminer les contours de la transition à effectuer : aller vers d'autres façons de produire, de travailler, de vivre.

Quelle transition, vers quoi ?

Une situation alarmante et inacceptable

Sans faire une analyse complète de la situation, l'atelier a fait allusion à la situation actuelle, jugée alarmante et inacceptable, porteuse de risques mortels pour la société.

Le constat général est que le système est gouverné par deux dynamiques majeures :

- le modèle de la croissance qui nous fera périr par une pollution généralisée,
- le souci de faire toujours plus de marge à partir d'une exploitation sans limite des ressources naturelles.

Celles-ci mèneraient l'humanité à sa fin dans les deux ou trois générations à venir. La question du temps est primordiale. Comment réagir à ces moteurs capitalistes ? Pourquoi y a-t-il une prééminence de l'intérêt personnel, de la marge ?

Quelle transition écologique, sociale et culturelle ?

Il faut tout d'abord trouver un point de départ à la discussion sur la transition. Il est nécessaire de poser les buts avant les moyens. La transition c'est aller vers quelque chose. Si on est d'accord sur la volonté d'aller vers une société plus humaine, il faut alors définir quelle transition permet l'aller en ce sens.

Au contraire, pour d'autres, la transition serait une « capacité d'avancer en aveugle aussi performante que celle d'un voyant ». Il ne s'agit pas d'avancer vers quelque chose de précis, vers un modèle prédéfini car impossible à déterminer à l'avance, mais plutôt d'avancer en étant éclairés par des outils précis, ceux de la démocratie et les Droits fondamentaux, et en les faisant vivre, alors qu'ils sont bafoués en permanence et ne permettent pas de prendre en compte tout ce qui est réellement vivant. A ces moyens il faut ajouter celui de l'écologie, dans le but de partir de l'écologie pour arriver à l'humain.

L'écologie au sens strict consiste dans la préservation de la biodiversité et des ressources. Mais la notion de transition écologique, sociale et culturelle est plus large. En effet, elle pose les principes et valeurs de l'intérêt général et des Droits humains. En faisant la synthèse des outils proposés pour la transition (démocratie, Droits fondamentaux, écologie) on parvient au concept d'écologie sociale.

Croissance, décroissance, sobriété

Il faut mettre en avant la contradiction entre l'écologie et l'impossibilité d'une croissance *ad vitam aeternam*. Aujourd'hui, le système vit de la croissance. La stagnation est un mot interdit, on peut lui préférer le terme de croissance zéro. Pour changer de système, il faut changer de modèle et imposer l'humain au centre de la transition, trouver le moyen d'effectuer un partage, gagner en dignité et en santé. Au sein de l'association Esperanza 21, le concept fédérateur de départ et d'arrivée à toute idée de transition est la « santé » dans un sens très général.

Néanmoins d'autres formes de développement sont possibles et même nécessaires (en donnant par exemple priorité à l'éducation, aux sciences). L'une des problématiques rattachées serait alors plutôt les moyens d'organiser un partage juste et équitable des richesses au-delà de leur simple sens économique.

Certains proposent le concept de sobriété comme plus intéressant et adaptable, d'autres parlent de la décroissance et d'autres encore d'une nouvelle définition de la richesse. Il reste à approfondir l'articulation des mots et des concepts.

Toutes ces solutions alternatives ne sont pas des solutions tristes, mais des solutions joyeuses. Il faut réorienter les productions, mais aussi les désirs, vers d'autres formes d'épanouissement et aider chacun à réapprendre la richesse des relations humaines, afin de dépasser le consumérisme. Ces aspirations ne sont pas réservées aux classes moyennes. Au contraire, bien des personnes inventent des solutions de solidarité de fraternité au quotidien malgré des situations difficiles.

Aller vers une maîtrise de la production

Quels vont être les moyens d'agir ? Il est nécessaire d'aller vers une maîtrise de la production. La transition passe par une interrogation sur la nature de certaines productions. Si l'économie s'oriente vers une production moindre, cela entraînera un changement des rapports de forces, économiques et sociaux afin de procéder à la répartition des richesses. On dispose déjà des instruments techniques pour réaliser une transition, notamment énergétique (voir les travaux de Négawatt). Beaucoup de gens y travaillent déjà. Mais il y a trop peu de liens entre les organisations qui œuvrent dans ce domaine. Il est nécessaire de développer la concertation.

Capitalisme, libéralisme, ultralibéralisme

L'absence d'un discours économique cohérent qui soit une alternative au discours capitaliste est un très gros obstacle aujourd'hui pour concevoir la transition.

Pour une des participantes, ce qui est à l'œuvre dans la vie quotidienne des gens ce n'est pas tant le capitalisme que l'ultra libéralisme. Le capitalisme en soit est une dynamique tandis que l'ultra libéralisme est destructeur. Ce débat entre capitalisme et ultra libéralisme montre qu'il n'y pas d'accord sur l'usage des notions. Par exemple, Cohn-Bendit prône un capitalisme modéré.

Une portée universelle

Pour la transition, on peut distinguer plusieurs niveaux : individuel, local, global. Au niveau individuel, se situent toutes les mauvaises habitudes à changer, au niveau local il y a beaucoup de possibilités et aussi déjà beaucoup d'initiatives. C'est au niveau global que la transition est la plus difficile car cela passe par le politique. Il faut repenser les systèmes politiques afin de penser et de mettre en œuvre une transition.

La transition doit être envisagée d'une manière globale, car elle a une vocation universelle. Elle pourrait par exemple s'appuyer sur la culture de la paix, qui peut être partagée. Celle-ci constitue un socle de valeurs universelles, qui s'appuie sur des résolutions de L'UNESCO.

Il faut aussi déterminer qui va décider par rapport à ceux qui décident aujourd'hui. Il faut se poser la question d'où on en est et ce qui ne nous satisfait pas aujourd'hui. Il n'est pas nécessaire d'ajouter un adjectif au mot transition, tout comme le mot démocratie se suffit à lui-même.

Les conditions d'une révolution, ici terme employé pour désigner la nécessité d'une transition, se mûrissent sur le très long terme. Pour réussir le défi de conscientiser le plus de gens possibles, il est souligné qu'il faudrait avant tout travailler avec les concepts de plaisir et d'envie. Cependant, le terme « révolution » fait débat. Pour certains, une révolution est nécessaire pour changer l'état actuel du monde et donc pour effectuer la transition. D'autres sont réservés : « il n'existe pas une seule révolution qui n'ait mangé ses enfants ».

Éliminer le nucléaire

Le pouvoir de l'homme sur la nature s'est énormément développé, avec des conséquences qui remettent en cause la poursuite de l'existence humaine. Il faut étudier les conséquences de ce pouvoir et remettre en cause certaines productions, comme les drogues ou les armes nucléaires.

Par exemple, pour les armes nucléaires, il existe des traités internationaux comme le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968. Il est essentiel de demander l'application de ce texte adopté depuis longtemps. Selon Günther Anders l'acquisition du pouvoir de détruire l'humanité de manière soudaine avec l'arme nucléaire a eu une grande influence sur l'homme, cela a conduit à l'obsolescence humaine.

La nécessaire réappropriation du politique

Redonner une place centrale au citoyen et à la démocratie

Le mot citoyen n'a pas encore été prononcé. Or, la transition devrait passer entre autres par une réappropriation : réappropriation du politique en repensant les processus politiques. Il faut redonner une place centrale au citoyen et à la démocratie.

Quels contre-pouvoirs ?

Le capitalisme a toujours été insatiable, sans limites, mais avant il y avait des contre-pouvoirs. Le problème d'aujourd'hui : y a-t-il encore des contre-pouvoirs ?

Les partis politiques sont beaucoup moins engagés en masse. Leur absence de réponses aux problèmes de la société a généré un discrédit. Seule une frange politique, l'extrême droite, se porte bien, mais il faut en analyser les raisons : parce qu'elle a des électeurs ? Parce qu'elle a une portée médiatique ?

Le groupe a souligné le rôle énorme que peuvent avoir les collectivités citoyennes, souvent plus efficaces et proches des citoyens, et qui peuvent appuyer le mouvement d'une transition par des applications concrètes et institutionnelles. Mais, comme les associations, elles ont de moins en moins de moyens financiers pour agir.

Mais il y a aussi des associations. Est-ce que la masse des associations pourra un jour se poser comme un contre-pouvoir efficace ? Cela n'est pas acquis dans la situation actuelle des choses, il faut faire en sorte que ce contre-pouvoir des associations émerge. Cependant, la désinformation par les politiques et des médias aux mains des puissances économiques est telle qu'on fait avaler n'importe quoi aux citoyens. Les associations citoyennes doivent apprendre à agir ensemble sur ce terrain-là pour acquérir une réelle influence universelle.

Les associations doivent réinvestir le politique

Les associations doivent-elles remplacer les partis ou travailler avec eux ? Est-ce que la transition doit passer par un réinvestissement, une réappropriation du politique ou bien doit-elle se faire d'une autre manière, « à côté » ? Cela pose le problème de la définition du champ politique. La transition ne doit pas désigner autre chose que la transition et donc ne peut correspondre à une réappropriation du politique.

De plus, les associations doivent-elles rester dans un rôle de lanceurs d'alerte, ou doivent-elles agir concrètement ? Au risque de se faire instrumentaliser par les pouvoirs publics, en leur permettant de se décharger de leurs obligations.

Certains désespèrent des partis et pensent qu'il faut créer une pyramide nationale (voire mondiale) des associations en collectifs puis en super collectifs qui permettent de coordonner les actions et de synthétiser les idées du changement à opérer. D'autres estiment que malgré l'émiettement de la vie politique, on a besoin des partis pour s'organiser.

Cela éclaire la possibilité de réinvestir le politique. On ne peut pas construire la société civile de demain sans les politiques, les syndicats et autres acteurs institutionnels. Il est nécessaire de travailler ensemble, de développer une action commune pour surmonter l'échec démocratique.

Cependant on est confronté au frein que chaque secteur reste dans son coin. Sur quelles bases peut-on rassembler des associations qui ont une culture et des objectifs différents ? Est-ce réellement possible, est-ce que ça pourrait vraiment être efficace ?

Comment agir concrètement ?

Quels sont les moyens de la transition ? Il faut recentrer le débat sur la piste du comment agir, car les constats sont déjà rabâchés et connus. Les problèmes liés à la politique, à la vie de la cité et les partis, il faut faire avec pour l'instant. Recentrons-nous sur : **concrètement comment agir ?**

Plusieurs angles d'attaque

Il peut y avoir plusieurs angles d'attaque. On peut attaquer le capitalisme de front. Par exemple l'initiative 350org utilise les armes du capitalisme contre lui-même, mène des actions pour que les gens aient honte en faisant des campagnes d'information sur la destination des investissements. Le but est de pousser au retrait des financements aux industries extractives et aux entreprises polluantes.

Déconstruire l'idéologie dominante, reconstruire une culture de la transition

Il faut créer toute une façon de déconstruire et de reconstruire. Il faut commencer par déconstruire nos propres idéologies, en permettant à chacun de prendre conscience qu'il peut agir (référence au répertoire de l'écologie au quotidien créé par le CAC). Mais il ne suffit pas de fournir des recettes d'actions possibles. Il est nécessaire de montrer à quelles interrogations fondamentales on répond. Il faut donc articuler les actions concrètes et les explications sur la portée globale des actions, ce qui nécessite un travail intellectuel.

Développer une autre culture, changer l'idéologie

Il faut aller vers une nouvelle articulation de la politique, de l'économie et de « nous », la « société civile », détenteurs d'un pouvoir culturel. D'autres proposent d'analyser la séparation entre instance politique, instance économique et instance idéologique. En reprenant, « nous », c'est-à-dire la société civile, quel pouvoir avons-nous pour agir sur ce qui nous condamne ? Nous avons un certain pouvoir pour contester l'idéologie. C'est là-dessus qu'il faut trouver un accord pour agir ensemble. Des actions communes à la société civile permettront d'effriter les certitudes et les discours des politiques et de leurs dirigeants.

La question centrale est de déterminer comment élargir nos perspectives et actions pour agir ensemble ?

Les actions locales sont très importantes mais pas ne suffisent pas à mener à bien la transition, à modifier le message dominant. Pour cela, il faut agir par le bas mais aussi par le haut : à travers les médias traditionnels autant que par les nouveaux moyens numériques.

Un gros travail d'éducation citoyenne

Il y a consensus général pour dire qu'on a besoin avant tout de citoyens actifs et conscients, en accord sur des bases communes. Cela suppose un très gros travail d'éducation citoyenne pour surmonter la désinformation, qui a pris aujourd'hui des proportions gigantesques et pour apprendre à travailler ensemble, en cultivant les convergences et en acceptant les différences d'approche.

Penser autrement passe par l'éducation et l'information. Le problème est de réussir à « conscientiser » des gens qui sont en mode survie.

Un discours qui néglige parfois ceux qui sont en situation de survie

Il faut rompre avec un discours intellectuel qui s'adresse aux intellectuels et aux classes moyennes. Dans notre réflexion, le point de vue des classes moyennes supérieures est surreprésenté. Trop souvent, ces analyses prennent de haut les gens qui sont dans situations de survie, on les empêche d'utiliser des savoirs qu'ils ont déjà : les savoirs nécessaires pour vivre. Il y a une hiérarchisation latente entre les savoirs valorisés à acquérir.

L'un des participants pense cependant qu'il faut arrêter de faire du misérabilisme. Le coaching ne concerne pas que les classes moyennes, les personnes dans des situations de survie aspirent également aux valeurs prônées par l'écologie et l'idée de transition vers une société plus humaine : le bien être. Simplement la situation de départ de ces personnes n'est pas la même. Le véritable enjeu est de former des gens adaptés à ces problématiques.

Les problématiques sont également celles d'une culture occidentale. Les solutions sont faussées par la représentation que l'on a des autres et des différentes manières de vivre. Qui décide de partager ? Comment prendre en compte les problématiques propres à chaque pays et à chaque groupe social ? Il faut s'interroger en permanence sur l'idéologie de nos discours dans nos rapports aux autres.

Le rôle des associations citoyennes : contribuer au changement de la pensée

Pour convaincre le plus grand nombre, il faut constamment s'interroger avec le plus d'ouverture d'esprit possible, le moins de certitudes possibles, trouver des espaces, des temps et des outils communs qui permettent à chacun de se réapproprier sa propre parole et ses propres objectifs. Il est nécessaire de « faire avec » et non pas d'imposer aux travailleurs de « faire pour ». Dans un véritable dialogue, chaque partie de la relation est impacté, et là seulement il devient possible de formuler des enjeux communs prenant en compte le bien-être commun et individuel.

Aujourd'hui, trois scénarios s'offrent aux sociétés humaines dans la situation actuelle : soit elles disparaissent, soit elles survivent, soit elles apprennent à penser autrement. **Le changement de la pensée constitue le véritable enjeu de l'action**, en l'absence de changement du modèle économique. Il faut déterminer les outils nécessaires pour cela, et en particulier les termes, les valeurs et les principes communs. Ce n'est pas un simple outil mais un objectif essentiel. Il semble y avoir consensus sur l'importance d'une transition culturelle préalable à toute transition globale.

Utiliser le numérique pour être efficace

Pour être efficace, il faut être réaliste. Il faut utiliser le monde tel qu'il est, notamment les modes de communications à disposition. Il faut réussir à faire basculer le message dominant grâce à cela. Cela implique d'agir parallèlement aux partis et de mettre notre message sur le devant de la scène. Il y a une importance à travailler avec les armes qui sont à notre disposition.

En conclusion

Le débat a été parfois difficile à suivre compte tenu de la richesse et de la variété des sujets abordés. Ce compte rendu a essayé de reclasser les interventions par thèmes pour dégager quelques idées dominantes.

Certains participants ont été déçus par le débat car à aucun moment ils n'ont vu de but émerger ni de réelles propositions concrètes correspondre au sujet de l'atelier. On a peu parlé de justice. Il faut donc considérer cet atelier comme un apport à la réflexion globale du séminaire, et un point de départ pour la suite de la réflexion.